

Philippe Madelin

Rue89

22 septembre 2008

Le Livre blanc sur la Défense : L'Armée n'a plus la haute main sur la stratégie

Le Livre blanc sur la Défense présenté à partir de mercredi aux Parlementaires ne relève pas du kriegspiel abstrait. Ce n'est en aucun cas un exercice d'état-major : le programme développé à partir de ce document entraînera des conséquences très lourdes tant du point de vue de l'aménagement du territoire et de l'industrie militaire et privée que de la place stratégique de la France dans le monde. Des choix opérés, acceptés et souvent imposés dépendra la vie de millions de personnes : les soldats, mais aussi les ouvriers des usines d'armement, des chantiers navals ; les familles des soldats, et tout le petit monde qui en vit dans les garnisons.

Ce projet va très au-delà des lois de programmation pluriannuelle. Il tend à transférer au monde civil des prérogatives hier réservées aux Armées dont le format sera sensiblement réduit.

http://www.defense.gouv.fr/livre_blanc

Il en découlera un profond remodelage du système défensif français pour prendre en compte les nouvelles données stratégiques découlant de la mondialisation des rapports humains. On doit désormais considérer les nouvelles vulnérabilités, plus diffuses, terrorisme, cybercriminalité, prolifération nucléaire ou bactériologique, pandémie, et conflits asymétriques. On ne peut plus ignorer à Paris ce qui se passe dans le Yunnan en Chine, dans la vallée du Panshir en Afghanistan. Certaines ambassades hier négligées prennent une grande importance en tant que point d'observation stratégique.

Le « Livre blanc de la défense » version 2008 met l'accent sur le renforcement de la « résilience » de la nation, c'est-à-dire de sa capacité à rebondir en cas d'attaque. Au centre de la réflexion la protection des populations, et le renseignement qui permet de détecter par avance les menaces. Il est prévu de créer auprès du Président de la République une fonction de coordination du renseignement qui reprendra en les amplifiant les prérogatives du SGDN, Secrétariat général de la Défense nationale.

Les capacités opérationnelles des armées, en particulier les potentiels de projection - lire OPEX, pour opérations extérieures - vont être réduites, sans que le risque d'un conflit dur soit écarté. Cette dernière nuance s'adresse aux militaires, on l'a compris.

L'armée aligne actuellement 426 000 personnes, 900 chars et véhicules blindés, 332 avions de combat de toutes catégories, dix sous-marins, un porte-avions, douze destroyers.

Le Livre Blanc s'articule autour de quatre missions stratégiques fondamentales : la dissuasion ; la prévention ; la protection ; la projection.

La **dissuasion** a été la clé de voûte de la Défense voulue par le Général De Gaulle. Elle consiste évidemment à empêcher les adversaires potentiels à attaquer le territoire national. C'est le rôle incontestable et désormais incontesté des forces nucléaires. Mais celles-ci n'auront définitivement plus que deux composantes : les sous-marins armés de fusées nucléaires, et les 60 Mirage 2000 N, actuellement en service, en cours de remplacement par des Rafale dotés de missiles de croisière air-sol moyenne portée améliorée (ASMP-A. Cette force sera au demeurant réduite d'un tiers, la production des avions « Rafale » passera de 18 à 12 unités par an. Toutefois cette mission de dissuasion est sans effet dans le domaine des conflits asymétriques, sur les « terroristes », ces innombrables David seulement armés d'une fronde, une kalachnikov et un pain d'explosif qui de par le monde tentent de s'en prendre aux Etats organisés. Il apparaît probable que même si elle reste présente dans le vocabulaire

et les plans, voire dans les grands programmes militaires, la **dissuasion** va peu à peu passer à l'arrière plan.

La grande affaire sera donc désormais la mission de **prévention** des menaces multiformes, difficilement prévisibles. C'est-à-dire la connaissance du monde et l'anticipation des risques. En clair le renseignement stratégique est censé prendre une place de premier plan dans la politique de défense. La prévention comporte plusieurs niveaux qui vont de la vigilance à la persuasion. La vigilance confère la connaissance et les capacités d'appréciation de situation et d'anticipation, tarit les sources de frustration et limite les sujets d'affrontement. Dans ce but, le gouvernement met en place des dispositifs de sécurité destinés à prévenir les menaces ou à réagir en cas de crise. Complétant les quatre services de renseignement militaires et extérieurs, la toute nouvelle DCRI - Direction centrale du Renseignement intérieur - en est l'élément phare. Elle sera définitivement opérationnelle le 1^{er} juillet prochain. A l'autre extrémité du spectre, la persuasion vise à convaincre d'éviter le recours à la violence, éventuellement en intimidant par la menace d'emploi de la force. Dans ce domaine, les moyens du renseignement intérieur et extérieur seront amplifiés, notamment avec l'utilisation de drones, avions sans pilotes guidés à distance, employés pour l'observation et même pour l'attaque, au besoin, et une flotte de satellites très élargie autour du satellite Hermès 2A et de puissants moyens d'écoute et d'interception déployés dans le monde entier.

Ils portent des noms énigmatiques : Vigipirate, Piratair, Intrusair, Pirate-mer, Piranet, Piratext, Piratome, Biotow, Piratox. A cheval sur la prévention et la protection, les plans gouvernementaux de prévention concernent l'ensemble des services de sécurité : les armées mais aussi la police nationale, les acteurs de la sécurité civile (pompiers, samu, etc.) ou encore les entreprises (SNCF, Ratp, etc.). Le SGDN - secrétariat général de la défense nationale est chargé de superviser ces plans gouvernementaux.

La mission de **protection** vise la défense civile du territoire. Elle implique en toutes circonstances de satisfaire les exigences de sécurité et d'intégrité du territoire, de liberté d'action du gouvernement et de sauvegarde de la population. La protection répond aux menaces de désordre, de chantage, de déstabilisation, de terrorisme, etc. Pour remplir cette mission on table sur un rôle accru et crucial des forces de sécurité intérieure, sécurité civile, police nationale, et surtout gendarmerie. On ne distingue plus vraiment les concepts de Sécurité intérieure et de Sécurité extérieure. Cette mission implique une meilleure coordination entre sécurité intérieure et sécurité extérieure. 10.000 soldats devront pouvoir affronter ce type de menaces sur le sol national. Rappelons cependant que les forces de la gendarmerie, parfaitement adaptées à cette mission, dépassent déjà 100 000 hommes bien répartis sur l'ensemble du territoire. Il est probable que les effectifs de la Sécurité civile, c'est-à-dire des pompiers professionnels ou non, vont s'accroître.

La mission de **Projection** est celle qui intéresse le plus les militaires puisqu'elle affirme de façon visible leur présence dans le monde. Actuellement, elle met en ligne un effectif théorique de 50 000 hommes. Beaucoup moins dans la réalité qui tient compte de facteurs aussi triviaux que les rotations d'unités sur les théâtres d'opérations et surtout des capacités de transport à longue distance très limitées faute d'une flotte d'Airbus A 400 encore à venir. 11 100 soldats sont toujours en opération hors de France.

La mission de projection sera encore restreinte. En cas de crise grave et durable, l'armée de terre devra pouvoir déployer au maximum 30.000 hommes. L'armée de l'air doit pouvoir projeter 70 avions de combat et non plus 100. Quant au deuxième porte-avions, le lancement de ce programme est de plus en plus problématique. Les marins et les chantiers navals espèrent encore que le Président tranchera en leur faveur, c'est douteux. La question de la flotte de surface est également difficile : Le Livre blanc estime à 18 le besoin et le

nombre de frégates de premier rang (les Fremm), quand la cible initiale était de 26... Leur nombre pourrait être limité à 11.

Au plan des effectifs, il est prévu que 6 000 postes budgétaires soient supprimés chaque année pendant les six ou sept ans à venir, de façon à soulager le budget qui s'élève pour 2008 à 48 milliards d'Euros.

Les quatre missions le modèle global de la Défense, ne s'arrête pas aux frontières des armées. On entre dans le domaine de « multirisque » diffus. La société civile est considérée comme un paramètre majeur de la défense.

Une idée fondamentale et en soi révolutionnaire a guidé ce travail : désormais l'Armée n'a plus la haute main sur la stratégie de Défense, celle-ci déborde très largement la simple problématique militaire, les forces armées passeraient presque au second plan, elles ne seraient plus qu'un élément parmi les organes qui dans la Nation concourent à la Défense du territoire français contre toutes les formes de menaces. La Défense est désormais un concept global qui recouvre presque tous les moments de la vie.

A l'époque du précédent Livre Blanc en 1994, on venait de sortir de la guerre froide, mais on l'ignorait encore. Les réflexions stratégiques poussaient donc dans le sens d'un modèle défensif contre la grande menace du Pacte de Varsovie. La guerre froide qui n'était pas vraiment terminée lorsque les études ont été lancées, les conséquences impliqués par la disparition du Grand Duel entre l'Est et l'Ouest n'étaient pas vraiment appréciées.

Et c'est d'ailleurs pourquoi ce Livre Blanc de 1994 a été si mal appliqué : à peine publié, il ne collait plus à la réalité. On en était encore à la menace du Grand Dragon Rouge, soviétique et chinois dans une moindre mesure. Or le Grand Dragon n'est pas seulement rentré dans sa tanière, il a disparu.

En quatorze ans, on a changé de siècle, on a changé d'époque, on a changé de perspectives. L'ennemi n'est plus l'ennemi traditionnel, l'ennemi est désormais le danger, le risque. Les grands principes gaullois sont définitivement enterrés. Les équilibres budgétaires ne sont plus les mêmes, le Président n'a plus les mêmes perspectives. Le Pré carré de la Françafrique a disparu de préoccupations à long terme. Le contenu des concepts qui définissent la Guerre et la Paix a été états changé d'une façon encore plus radicale qu'on ne l'imaginait.

Désormais priment la peur, omniprésente et mal définie. La guerre ne se résume plus à l'affrontement d'armées en ordre de bataille sur des champs où pousse le blé, sur des plaines immenses. Avec des généraux les yeux fixés sur l'horizon. Avec des combats épiques et glorieux. Désormais on ne sait plus qui est vraiment l'ennemi, le petit David dame souvent le pion au géant Goliath. On est entré dans l'ère du conflit dissymétrique. L'organisation des forces de Défense doit tenir compte de cette nouvelle donnée radicale. Non seulement l'ennemi n'est pas forcément grand et visible, mais encore il est partout. Les armes ne sont plus le seul danger, les risques multiples nés des technologies prennent le pas. La Défense civile devient décisive, les camions de pompier sont aussi importants que les avions de combat. Et les chars d'assaut. Cette révolution s'est déroulée sous nos yeux, et nous n'avons pas vu grand choses. Certains observateurs considérés comme marginaux dénonçaient l'inutilité des tanks « Leclerc » et des flottes d'avions de combat « Rafale », mais on continuait à s'esbaudir devant la grandeur de notre armée blindée défilant sur les Champs-Élysées, couverte par les escadrons aériens.

Deuxième paramètre tout aussi décisif : la gestion parcimonieuse de la Défense, le souci de ne pas se perdre dans des dépenses considérées comme superflues : l'esprit « RGPP » règne sur le Livre Blanc. RGPP pour *Révision générale des politiques publiques*, une formule absconse et élégante pour désigner la rigueur qui doit désormais présider à toute action de fond animée par le gouvernement. Cet outil lancé en Conseil des Ministres le 20

juin 2007 est conçu pour supprimer les dépenses de l'Etat considérées comme inutiles : un exercice à haut risque par temps de crise. On notera que l'opposition, et en particulier le Socialiste Michel Sapin, soutient cette démarche :

« S'interroger sur le coût et l'efficacité de chaque mesure est une bonne méthode. »

Le complexe militaro industriel sera une des grandes victimes de la RGPP. Les généraux ne s'y sont pas trompés : depuis des mois, ils sonnent le tocsin. Attention, si nous poursuivons dans cette voie, l'Armée va disparaître.

Ce Livre Blanc sonne sans doute en effet le glas de l'Armée traditionnelle, telle que l'ont connue nos pères. Ce n'est pas une opinion, mais un constat.

Le reste découle de ce nouvel esprit. Hormis quelques adaptations à la marge et malgré les actions de lobbying qui se multiplient, faute de pouvoir changer grand chose à cet état de fait, le Président de la République Nicolas Sarkozy ne touchera pas à l'essentiel. Pour une bonne raison : la chose militaire n'est pas au cœur de ses pensées politiques. Comme pour beaucoup de nos contemporains, la Défense telle qu'on la concevait hier n'est plus au premier rang de ses préoccupations.

Non sans quelques raisons, et au regard des conflits les plus récents tels que les confrontations entre la « coalition » et ses adversaires en Irak et en Afghanistan, ou encore des combats entre Palestiniens et Israéliens, on est convaincu que les progrès de la technologie rendent les concepts militaires et les armes classiques absolument obsolètes. Un drone est plus efficace et infiniment moins coûteux qu'un « Rafale » piloté, où la présence humaine multiplie presque par dix le poids de l'appareil ; une jeep armée d'un canon sans recul avec un équipage de deux ou trois hommes à peine formé est infiniment plus maniable et efficace qu'un tank « Leclerc » pour un rapport de coût de 1 à 100. Avant même d'être mis à l'eau, la technologie d'un sous-marin SNLE de la force de dissuasion anti-nucléaire est dépassée, les ingénieurs passent leur temps à reconcevoir les fusées à longue portée chargées d'une ogive nucléaire. Même si le Livre blanc affirme qu'aucun des grands programmes d'armement ne sera remis en cause, les industriels du secteur doivent s'inquiéter. Inquiétude aussi dans les dizaines de villes dont les garnisons vont être supprimées en raison du resserrement des effectifs. Seules subsisteront en France et outre mer 90 bases militaires, terrestres, navales et aériennes.

En vérité, ce « Livre Blanc » installe la France dans le concept de guerre larvée, permanente et généralisée, qui tend aujourd'hui à prévaloir et chez les stratèges et dans les autres gouvernements du monde. Du moins quand les Etats sont constitués, solides.

Les conditions d'élaboration.

Pour éviter un trop grand poids des états-majors et des stratèges militaires, animée par Jean-Claude Mallet, un conseiller d'Etat proche de la gauche, l'élaboration du Livre Blanc a suivi un processus original destiné à renforcer sa légitimité avant même son passage au Parlement. Outre de très nombreuses auditions, en tout 52 personnalités, experts et praticiens, <http://premier-ministre.richcongress.com/index.php> les travaux se sont ensuite poursuivis dans huit forums destinés à rassembler les idées, même les plus contradictoires. La rédaction du document définitif a été elle-même collective. Ce document devrait être rendu public vers le 11 juin, après d'ultimes arbitrages à l'Élysée.

Notons par ailleurs que dans le cadre des travaux menés en vue d'une réforme de la constitution, pour la nouvelle rédaction de l'article 8, la commission des lois de l'Assemblée nationale a écarté le transfert de la responsabilité de la politique de défense au

Président de la République. Ce transfert aurait par trop accentué la « présidentialisation » totale du pouvoir militaire.

Rue89, Philippe Madelin

Livre Blanc Défense

Droit de suite

En annonçant hier le report à 2011-2012 de sa décision pour le lancement du projet d'un deuxième porte-avion français, le Président Sarkozy a confirmé mardi sur RTL ce qui transparaisait dans le projet de Livre Blanc sur la Défense : les industriels qui participent aux programmes d'armement français sont soucieux, le temps des grands contrats lancés sans discussion semble bien passé. Désormais, on va réfléchir dans la perspective de l'économie, de la fameuse RGPP qui prévoit d'épargner les sous de l'Etat, avant chaque nouveau programme.

Les industriels du secteur ne s'y trompent d'ailleurs pas : auditionnés par les Sénateurs le 15 mai, les principaux industriels du secteur - Dassault, Thalès, EADS entre autres - se sont tous plaints des conditions d'exportation rendues particulièrement dures pas la baisse du dollar. Or face à la baisse prévisible des commandes par l'armée française, l'exportation des armements leur paraît le seul gage de survie face à une industrie américaine particulièrement agressive.